

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Marie-Josée Corbin, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Paroisse de Saint-Louis-du-Ha! Ha! pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature _____ Date _____

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	28
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	29
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	30
Situation financière par organismes	31
Charges par objets	32
Excédent (déficit) accumulé	33
Avantages sociaux futurs	37

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	45
Analyse des charges consolidées	57

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la Municipalité de Saint-Louis-du-Ha! Ha!

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après « les états financiers ») de la Municipalité de Saint-Louis-du-Ha! Ha! (ci-après « la municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2024 ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Aux 31 décembre 2024 et 2023, à l'exception d'un partenariat qui a comptabilisé un passif au titre d'obligations liées à la mise hors service d'immobilisations concernant ses activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, la municipalité n'a pas évalué ni comptabilisé de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, n'a pas fourni les informations requises sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et n'a pas déterminé les ajustements à apporter aux autres postes des états financiers, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les incidences de cette dérogation sur les états financiers pour les exercices terminés les 31 décembre 2024 et 2023 n'ont pu être quantifiées. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion avec réserve sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, comme nous l'avons fait pour les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Observations – informations financières établies à des fins fiscales

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités du groupe pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers du groupe. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C. R. L.*¹

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
Témiscouata-sur-le-Lac, le 3 juillet 2025

¹ CPA auditeur, permis de comptabilité publique A123437

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations	
		2024	2023
Revenus			
Taxes	1	1 461 310	1 373 485
Compensations tenant lieu de taxes	2	116 255	90 806
Quotes-parts	3		
Transferts	4	901 191	1 193 661
Services rendus	5	260 423	330 815
Imposition de droits	6	43 263	32 935
Amendes et pénalités	7		1 193
Revenus de placements de portefeuille	8	2 242	1 748
Autres revenus d'intérêts	9	24 720	25 550
Autres revenus	10	130 848	118 801
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	2 940 252	3 168 994
Charges			
Administration générale	14	487 905	433 887
Sécurité publique	15	411 446	384 926
Transport	16	1 207 959	1 174 578
Hygiène du milieu	17	407 209	398 882
Santé et bien-être	18	7 606	13 005
Aménagement, urbanisme et développement	19	86 634	95 272
Loisirs et culture	20	400 659	365 154
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	152 516	133 498
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	3 161 934	2 999 202
Excédent (déficit) lié aux activités	25	(221 682)	169 792
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	9 236 487	9 066 695
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27		
Solde redressé	28	9 236 487	9 066 695
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29	9 014 805	9 236 487

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	263 512	159 470
Débiteurs (note 5)	2	2 684 212	2 994 496
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	62 941	61 559
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	3 010 665	3 215 525
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		70 157
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	293 743	277 702
Revenus reportés (note 11)	12	213 866	192 142
Dette à long terme (note 12)	13	4 523 728	4 751 903
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15	227 305	222 000
	16	5 258 642	5 513 904
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(2 247 977)	(2 298 379)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	11 088 683	11 393 527
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	118 346	128 220
Stocks de fournitures	20	36 703	5 066
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	19 050	8 053
	23	11 262 782	11 534 866
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	9 014 805	9 236 487
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	9 014 805	9 236 487
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	9 014 805	9 236 487
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations	
		2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(221 682)	169 792
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisition	2 (	249 380)	(824 275)
Produit de cession	3		
Amortissement	4	554 143	529 614
(Gain) perte sur cession	5	81	
Réduction de valeur / Reclassement	6		
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8	304 844	(294 661)
Variation des propriétés destinées à la revente	9	9 874	(31 408)
Variation des stocks de fournitures	10	(31 637)	1 421
Variation des actifs incorporels achetés	11		
Variation des autres actifs non financiers	12	(10 997)	(1 148)
	13	(32 760)	(31 135)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	50 402	(156 004)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	17	(2 298 379)	(2 142 375)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19		
Solde redressé	20	(2 298 379)	(2 142 375)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21	(2 247 977)	(2 298 379)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(221 682)	169 792
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	554 143	529 614
Autres			
▪ Perte sur la radiation d'immobilisations corporelles	3.1	81	
	4	332 542	699 406
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	310 284	314 699
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	21 346	50 150
Revenus reportés	8	21 724	52 704
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10	9 874	(31 408)
Stocks de fournitures	11	(31 637)	1 421
Autres actifs non financiers	12	(10 997)	(1 148)
	13	653 136	1 085 824
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(249 380)	(832 134)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15		
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(249 380)	(832 134)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	()	()
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	(17 291)	(13 992)
Cession	22	15 909	17 166
	23	(1 382)	3 174
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	3 055 438	701 087
Remboursement de la dette à long terme	25	(3 262 787)	(357 875)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(70 157)	(702 023)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(20 826)	12 567
Autres			
▪ Encaissement de subvention liée à la dette à long terme	28.1		115 944
	29	(298 332)	(230 300)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	104 042	26 564
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	159 470	132 906
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	159 470	132 906
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	263 512	159 470

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est constituée en vertu du *Code municipal du Québec*.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la municipalité, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la municipalité. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable ainsi que la quote-part revenant à la municipalité des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne des partenariats auxquels elle participe.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

Régie intermunicipale des déchets de Témiscouata : 5,62 %;

Régie intermunicipale des infrastructures portuaires du lac Témiscouata : 9,09 %;

Corporation des hauts sommets : 41,30 %.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la municipalité doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs financiers

Sauf indication contraire, les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

D) Passifs

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est comptabilisé lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique obligeant la municipalité à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Le passif comprend les coûts directement attribuables aux activités de mise hors service de l'immobilisation corporelle, y compris les activités au titre du fonctionnement, de l'entretien et de la surveillance après la mise hors service.

Lors de la comptabilisation initiale d'un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle, la municipalité comptabilise un coût de mise hors service en augmentation du coût de l'immobilisation corporelle (ou de la composante) en cause du même montant que le passif. Le coût de mise hors service est ainsi comptabilisé en charges sur la durée de vie de l'immobilisation corporelle (ou de la composante) en cause, conformément à la méthode et à la durée d'amortissement de cette immobilisation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le passif est révisé annuellement à partir de la meilleure information disponible à la date des états financiers. Lorsque l'immobilisation corporelle en cause fait l'objet d'un usage productif, la variation annuelle est constatée aux résultats de l'exercice lorsqu'elle résulte de l'écoulement du temps ou en ajustement du coût de l'immobilisation corporelle en cause lorsqu'elle résulte d'une révision de l'échéancier, du montant des flux de trésorerie non actualisés estimatifs ou d'une révision du taux d'actualisation. Toute modification apportée à l'évaluation des obligations liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle ne faisant plus l'objet d'un usage productif est comptabilisée en tant que charges dans la période où elle survient.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont des actifs non financiers qui sont acquis, construits, développés ou améliorés, dont la durée de vie utile s'étend au-delà de l'exercice, et qui sont destinés à être utilisés de façon durable pour la production de biens ou la prestation de services.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, incluant les coûts de transaction et les coûts de mise hors service d'immobilisations, le cas échéant. Le coût des immobilisations corporelles louées en vertu de contrats de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles.

Les immobilisations corporelles acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à la juste valeur au moment de l'acquisition.

Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire et dégressif aux taux annuels suivants :

Taux

Infrastructures (a) : 2,5 % à 20 %

Bâtiments : 2,5 % à 20 %

Améliorations locatives : 6,67 %

Véhicules : 5 % à 33 %

Ameublement et équipement de bureau : 10 % à 30 %

Machinerie, outillage et équipement divers : 5 % à 20 %

Autres : 2,5 % et 10 %

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

(a) Les coûts de mise hors service d'immobilisations corporelles capitalisés dans la catégorie des infrastructures sont amortis sur une période de 22 ans.

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

F) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les contributions de la Municipalité régionale de comté de Témiscouata relatives à l'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont autorisées, lorsque les critères d'admissibilité ont été satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible. Ces contributions sont reportées et comptabilisées à titre de revenus de transfert au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles elles sont affectées.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lorsque la créance devient exécutoire.

Les intérêts sur les placements et les autres revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

G) Avantages sociaux futurs

Régime de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour les cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour les cotisations devant être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà fournis.

Le régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de reporter l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation aux exercices futurs.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de devancer l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes :

- Mesures d'allègement fiscal transitoires :
 - Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes
 - Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (OMHS) :
 - Amorties sur la durée de vie restante de l'immobilisation corporelle faisant l'objet d'OMHS.

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

La municipalité comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état consolidé de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Les coûts de transaction afférents aux instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement sont comptabilisés à titre de frais reportés.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la municipalité sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

Les coûts de transaction afférents aux emprunts à long terme évalués au coût après amortissement sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La municipalité détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état consolidé des résultats.

Dans le cas d'un placement de portefeuille, si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement de portefeuille ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état consolidé des résultats qu'au moment de sa réalisation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

J) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

Revenus

Au cours de l'exercice, la municipalité a adopté les normes du chapitre SP 3400, « Revenus », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Ce chapitre établit des exigences différenciées en matière de comptabilisation en ce qui a trait aux revenus issus des opérations qui comportent des obligations de prestation (appelées « opérations avec contrepartie ») et à ceux issus des opérations sans obligation de prestation (appelées « obligations sans contrepartie ») ainsi qu'aux informations à fournir à leur sujet.

Le chapitre définit une obligation de prestation comme étant une promesse exécutoire de fournir des biens ou des services précis à un payeur en particulier. Le revenu tiré d'une opération avec contrepartie est constaté lorsque la municipalité remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou les services promis au payeur.

Les revenus tirés d'une opération sans contrepartie sont constatés lorsque la municipalité a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et qu'elle relève une opération passée ou un événement passé qui est à l'origine d'un actif.

Pour les opérations avec contrepartie, la municipalité doit déterminer quels biens ou services (ou quels groupes de biens ou de services) sont distincts et doivent, par conséquent, être traités séparément. Lorsque la municipalité détermine qu'il y a plus d'une obligation de prestation pour une même opération, elle doit utiliser une méthode de répartition du prix de la transaction. Pour ce faire, elle utilise le prix de vente spécifique des biens ou des services attribué à chacune des obligations de prestation lorsque celui-ci est connu; dans le cas contraire, elle procède à une estimation à l'aide des informations dont elle dispose pour effectuer cette répartition.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023, ont fait l'objet d'une application rétroactive. L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la municipalité.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	195 575	133 095
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	67 937	26 375
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	263 512	159 470
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 (	)(	)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	263 512	159 470
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	190 302	116 540
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Note

Le placement à court terme porte intérêt au taux de 1,7 % (2,65 % et 2,8 % au 31 décembre 2023).

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées aux réserves financières relatives à l'excédent de fonctionnement affecté, aux réserves financières pour véhicules de travaux publics, aux fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection et aux soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés, au fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques, aux réserves financières liées aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et au fonds réservé pour le fonds de roulement.

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	155 326	154 863
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	2 221 447	2 409 101
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	153 174	266 443
Organismes municipaux	13	63 689	92 304
Autres			
▪ Autres débiteurs et intérêts courus à recevoir	14.1	90 576	71 785
	15	2 684 212	2 994 496
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	1 838 254	1 956 047
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	1 838 254	1 956 047
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	156	156
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	84 792	117 020
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	2 022 801	2 161 433
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	38 203	65 500
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	75 651	65 148
	27	2 221 447	2 409 101

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux de 1,58 % et 1,69 % et viennent à échéance au plus tard en 2040.

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Note**7. Placements de portefeuille**

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34	62 941	61 559
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37	62 941	61 559
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38	9 286	9 286
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note**Régie intermunicipale des déchets de Témiscouata**

Les autres placements de portefeuille affectés aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et aux fonds réservés pour le fonds de roulement sont composés d'un compte d'épargne d'entreprise à taux progressif.

Régie intermunicipale des infrastructures portuaires du lac Témiscouata

Les autres placements de portefeuille sont composés de dépôts à terme portant intérêt à des taux variant de 1,3 % à 4,65 % (1,3 % à 4,3 % au 31 décembre 2023) et échéant à différentes dates jusqu'en avril 2027.

8. Autres actifs financiers

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note**9. Emprunts temporaires**

La municipalité bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 620 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (5,45 %; 7,2 % au 31 décembre 2023) et est renouvelable annuellement. Cette ouverture de crédit bancaire est utilisée pour les opérations courantes de la municipalité.

Régie intermunicipale des déchets de Témiscouata

La régie bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 300 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel plus 1 % (6,45 %; 8,2 % au 31 décembre 2023) et est renouvelable annuellement. Cette ouverture de crédit bancaire est utilisée pour les opérations courantes de la régie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

10. Crédeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	125 925	141 684
Salaires et avantages sociaux	44	53 561	63 575
Dépôts et retenues de garantie	45		
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Intérêts courus	47.1	52 669	29 931
▪ Autres courus et passifs	47.2	35 733	35 726
▪ Organismes municipaux	47.3	25 855	188
▪ Taxes à la consommation à payer	47.4		6 598
	48	293 743	277 702

Note**11. Revenus reportés**

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	17 347	23 039
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪ Transport Canada (RIIPLT)	54.1	40 421	46 167
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55	142 741	107 913
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Location d'un gymnase	62.1	6 157	6 157
▪ Camping du Lac Dôle	62.2	7 200	8 866
	63	213 866	192 142

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,26	5,50	2025	2029	64	4 254 028	4 392 292
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5,14	5,14	2028	2028	68	299 529	368 614
Autres					69		
					70	4 553 557	4 760 906
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(29 829)	(9 003)
					72	4 523 728	4 751 903

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2025	73		885 892	73 732		959 624
2026	74		334 336	73 732		408 068
2027	75		218 519	73 732		292 251
2028	76		433 739	97 588		531 327
2029	77		2 381 542			2 381 542
2030 et plus	78					
	79		4 254 028	318 784		4 572 812
Intérêts et frais accessoires	80		(	19 255)	(	19 255)
	81		4 254 028	299 529		4 553 557

Note

Les versements estimatifs incluent les refinancements dans l'année où ils surviennent

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	10 648
Régimes de retraite des élus municipaux	89	8 352
	90	10 648
	10 648	8 352

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	227 305
Autres		222 000
▪	93.1	
	94	227 305
	227 305	222 000
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	222 000
Passifs engagés	96	207 035
Passifs réglés	97 (	)(
Charge de désactualisation ¹	98	5 305
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	5 035
	9 930	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	227 305
	227 305	222 000

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note**Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations**

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la régie concernent principalement les activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement.

Principales hypothèses utilisées

- Sites d'enfouissement :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les activités des sites d'enfouissement, notamment celles relatives aux activités de fermeture et d'après-fermeture, sont régies par les lois gouvernementales applicables concernant la protection de l'environnement. Les principales informations relatives au passif afférent sont les suivantes :

Taux d'actualisation, incluant l'inflation	2,34 %
Période d'actualisation	de zéro à 52 ans
Taux d'inflation	2,5 %
Durée de vie restante estimative de l'exploitation	22 ans
Période estimative nécessaire pour le activités d'après-fermeture	30 ans

Les charges estimatives totales relatives aux activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement totalisent 7 501 675 \$. Au 31 décembre 2024, la part de la municipalité s'élève à 421 954 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101				
Eaux usées	102				
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	4 323 308	17 877		4 341 185
Autres					
▪ OC, aménagement, piscine, tennis	104.1	4 778 027			4 778 027
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	5 461 368			5 461 368
Améliorations locatives	107	115 983			115 983
Véhicules	108	1 863 577	3 760		1 867 337
Ameublement et équipement de bureau	109	297 160		550	296 610
Machinerie, outillage et équipement divers	110	939 621	138 949		1 078 570
Terrains	111	201 157			201 157
Autres	112	76 452			76 452
	113	18 056 653	160 586	550	18 216 689
Immobilisations en cours	114		88 794		88 794
	115	18 056 653	249 380	550	18 305 483
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116				
Eaux usées	117				
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	824 603	260 959		1 085 562
Autres					
▪ OC, aménagement, piscine, tennis	119.1	2 680 890	6 176		2 687 066
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	1 135 740	136 033		1 271 773
Améliorations locatives	122	115 983			115 983
Véhicules	123	918 748	89 306		1 008 054
Ameublement et équipement de bureau	124	271 621	8 641	469	279 793
Machinerie, outillage et équipement divers	125	690 880	49 022		739 902
Autres	126	24 661	4 006		28 667
	127	6 663 126	554 143	469	7 216 800
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	11 393 527			11 088 683
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129	377 526		11 540	365 986
Amortissement cumulé	130	(3 462)	(18 299)	(3 462)	(18 299)
Valeur comptable nette	131	374 064			347 687

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132		
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134	118 346	128 220
	135	118 346	128 220
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	118 346	128 220

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	138.1				
	139				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	140.1				
	141				
VALEUR COMPTABLE NETTE	142				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Pièces/fournitures diverses	143.1	19 050	8 053
Autres			
▪	144.1		
	145	19 050	8 053

Note**19. Obligations contractuelles****Résidence A. Parent Inc.**

La municipalité s'est engagée par résolution, à verser un crédit de taxes foncières de 50 %, à l'organisme « Résidence A. Parent Inc. » pour une période de 25 ans et ce, jusqu'en 2032.

Office municipal d'habitation de la municipalité

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

L'Office d'habitation du Témiscouata, les municipalités et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % au déficit d'exploitation et la municipalité subventionne le solde du déficit.

Régie intermunicipale des déchets de Témiscouata

La municipalité est conjointement responsable avec d'autres municipalités d'engagements pris par la Régie intermunicipale des déchets de Témiscouata. Les contrats à long terme s'établissent comme suit :

- 1) Un contrat échéant en 2030, à verser une somme totale de 14 397 385 \$ pour la collecte des matières résiduelles. Les paiements exigibles pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 2 399 564 \$ de 2025 à 2029. Au 31 décembre 2024, la part de la municipalité s'élève à 809 824 \$.
- 2) Un contrat échéant en 2026, à verser une somme de 1 243 314\$, pour le transport divers et le traitement de matériaux secs. Les paiements minimums exigibles pour les deux prochains exercices s'élèvent à 621 657 \$ en 2025 et 2026. Au 31 décembre 2024, la part de la municipalité s'élève à 69 934 \$.
- 3) Un contrat échéant en 2027, à verser une somme de 1 796 862 \$ pour la collecte, le transport et la disposition des eaux usées provenant d'installations septiques. Les paiements minimums exigibles pour les trois prochaines années s'élèvent à 598 954 \$ de 2025 à 2027. Au 31 décembre 2024, la part de la municipalité s'élève à 101 070 \$.

Régie intermunicipale des infrastructures portuaires du lac Témiscouata

La régie s'est engagée, avec les municipalités membres, à sa constitution suite à une entente entrant en vigueur à compter de la date de la publication dans la Gazette officielle du Québec de l'avis de décret du ministre des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Ladite entente se terminera le 31 décembre 2029. Par la suite, l'entente se renouvellera par périodes successives de dix (10) ans à moins qu'une des parties à l'entente n'avise par courrier recommandé ou certifié, les autres parties de son intention d'y mettre fin. Cet avis devra être transmis au moins douze (12) mois avant la fin du terme initial ou de toute période de renouvellement.

De plus, la régie s'est engagée, en vertu d'un contrat de services, avec l'organisme La Traverse du Lac Témiscouata Inc., à lui verser sur une base annuelle, la somme de 18 650 \$, indexée à l'IPC, pour assumer l'ensemble des charges liées à la coordination et à l'administration des activités de La Régie intermunicipale des infrastructures portuaires du lac Témiscouata.

20. Droits contractuels

La municipalité a conclu une entente avec le Ministère du transport et modalité durable pour l'entretien des chemins d'hiver qui vient à échéance en 2025. Le montant à recevoir en 2025 sera de 54 969 \$.

Régie intermunicipale des infrastructures portuaires du lac Témiscouata

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La Régie intermunicipale des infrastructures portuaires du lac Témiscouata reçoit annuellement de l'organisme La Traverse du Lac Témiscouata Inc. :

- Les droits d'amarrage correspondant à une somme de 10 000 \$ annuellement pour les exercices financiers 2025 à 2029, 12 500 \$ de 2029 à 2033 et 15 000 \$ de 2034 à 2038.

- Une taxe portuaire équivalente à 10 % calculée sur les revenus de leur tarification annuelle.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) ne comportent pas de comparaison avec les données budgétaires consolidées, puisqu'une entité incluse dans le périmètre comptable de la municipalité n'a pas préparé ou adopté de budget pour l'exercice.

Une comparaison avec le budget non consolidé préparé par l'administration municipale est présentée dans les informations sectorielles.

26. Instruments financiers

Politique de gestion des risques

La municipalité est exposée à divers risques découlant de ses instruments financiers. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la municipalité.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, de procédures et de pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de fin d'exercice.

Risques financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit de la municipalité est principalement attribuable aux débiteurs, excluant les taxes à la consommation à recevoir. La municipalité juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important. Afin de réduire son risque de crédit, la municipalité analyse régulièrement le solde des débiteurs, excluant les sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, fondée sur leur valeur de réalisation estimative.

La valeur comptable des principaux actifs financiers de la municipalité représente son exposition maximale au risque de crédit.

Les actifs financiers en souffrance totalisent 275 027 \$ (318 952 \$ au 31 décembre 2023), ont tous une échéance inférieure à un an et sont présentés déduction faite d'une provision pour créances douteuses de 156 \$ (156 \$ au 31 décembre 2023).

Risque de taux d'intérêt

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la municipalité au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont les placements à court terme, les placements de portefeuille et les dettes à long terme. Les instruments financiers à taux d'intérêt variable sont les emprunts temporaires.

La municipalité n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % (1 % au 31 décembre 2023) n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent (le déficit) de l'exercice.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la municipalité est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers.

La municipalité est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la municipalité dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La municipalité établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Les échéances contractuelles des passifs financiers (non actualisées, y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) se détaillent comme suit :

	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créditeurs et charges à payer	293 743 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Dettes à long terme	923 332 \$	818 668 \$	3 028 996 \$	0 \$
Total	1 217 075 \$	818 668 \$	3 028 996 \$	0 \$

26. Flux de trésorerie

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 109 952 \$ (120 403 \$ en 2023). Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 26 638 \$ (26 789 \$ en 2023).

27. Fonds de roulement

Régie intermunicipale des déchets de Témiscouata

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La régie possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 500 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

28. Incertitude relative à la mesure

Régie intermunicipale des déchets de Témiscouata

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service d'immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent l'estimation des coûts actuels de mise hors service, le taux d'inflation des coûts et le taux d'actualisation. Un changement dans les principales hypothèses utilisées pourrait avoir une incidence importante sur la détermination des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.

29. Chiffres de l'exercice précédent

Certaines données correspondantes fournies pour l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

Le principal reclassement effectué, au 31 décembre 2023, et pour l'exercice terminé à cette date, est le reclassement d'un montant de 334 662 \$ de l'investissement net dans les immobilisations et autres actifs aux réserves financières et fonds réservés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	1 373 485	1 442 445	1 461 310			1 461 310
Compensations tenant lieu de taxes	2	90 806	104 227	116 255			116 255
Quotes-parts	3					191 861	
Transferts	4	710 094	987 130	742 630		81 460	824 090
Services rendus	5	298 105	227 173	228 696		55 437	260 423
Imposition de droits	6	32 935	84 625	43 263			43 263
Amendes et pénalités	7	1 193	2 000				
Revenus de placements de portefeuille	8					2 242	2 242
Autres revenus d'intérêts	9	24 830	26 460	23 557		1 163	24 720
Autres revenus	10	105 507	88 860	109 882		12 966	122 848
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	2 636 955	2 962 920	2 725 593		345 129	2 855 151
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	405 407		77 101			77 101
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	4 000		8 000			8 000
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	409 407		85 101			85 101
	22	3 046 362	2 962 920	2 810 694		345 129	2 940 252
Charges							
Administration générale	23	397 027	477 205	444 485	14 958	28 462	487 905
Sécurité publique	24	242 396	226 150	267 460	143 986		411 446
Transport	25	970 708	1 057 700	985 866	211 693	10 400	1 207 959
Hygiène du milieu	26	247 107	277 050	263 467	63 774	295 539	407 209
Santé et bien-être	27	13 005	11 100	7 606			7 606
Aménagement, urbanisme et développement	28	71 555	62 880	80 654	5 980		86 634
Loisirs et culture	29	301 900	321 135	328 936	71 723		400 659
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	127 849	121 500	147 084		5 432	152 516
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	484 218		512 114 (	512 114)		
	34	2 855 765	2 554 720	3 037 672		339 833	3 161 934
Excédent (déficit) lié aux activités	35	190 597	408 200	(226 978)		5 296	(221 682)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) lié aux activités	1	190 597	408 200	(226 978)	5 296	(221 682)
Moins : revenus d'investissement	2	(409 407)	()	(85 101)	()	(85 101)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(218 810)	408 200	(312 079)	5 296	(306 783)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	484 218		512 114	42 029	554 143
Produit de cession	5					
(Gain) perte sur cession	6				81	81
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	484 218		512 114	42 110	554 224
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	8 592		9 874		9 874
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	8 592		9 874		9 874
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			57 000		57 000
Remboursement de la dette à long terme	17	(224 140)	(408 200)	(272 591)	(17 403)	(289 994)
	18	(224 140)	(408 200)	(215 591)	(17 403)	(232 994)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(40 000)	()	(15 056)	(1 105)	(16 161)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20				47	47
Excédent de fonctionnement affecté	21					
Réserves financières et fonds réservés	22	(101 671)		(66 269)	(2 512)	(68 781)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			(57 000)	(13 215)	(70 215)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(141 671)		(138 325)	(16 785)	(155 110)
	26	126 999	(408 200)	168 072	7 922	175 994
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	(91 811)		(144 007)	13 218	(130 789)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	409 407	85 101		85 101
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	11 022)(	)(	)(	)(
Sécurité publique	3 (	5 345)(	17 104)(	)(	17 104)
Transport	4 (	731 684)(	11 150)(	)(	11 150)
Hygiène du milieu	5 (	)(	)(	23 934)(	23 934)
Santé et bien-être	6 (	)(	)(	)(	)(
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	60 789)(	)(	)(	)(
Loisirs et culture	8 (	)(	197 192)(	)(	197 192)
Réseau d'électricité	9 (	)(	)(	)(	)(
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)(	)(	)(	)(
	11 (	808 840)(	225 446)(	23 934)(	249 380)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	40 000)(	)(	)(	)(
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	)(	)(	)(	)(
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	366 424	120 000	23 439	143 439
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	40 000	15 056	1 105	16 161
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	33 446			
Excédent de fonctionnement affecté	17				
Réserves financières et fonds réservés	18				
	19	73 446	15 056	1 105	16 161
	20	(408 970)	(90 390)	610	(89 780)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	437	(5 289)	610	(4 679)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	Administration municipale	Administration municipale	2024 Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS						
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	114 021		171 209	92 303	263 512
Débiteurs (note 5)	2	2 924 756		2 626 154	73 411	2 684 212
Prêts (note 6)	3					
Placements de portefeuille (note 7)	4				62 941	62 941
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5					
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6					
Autres actifs financiers (note 8)	7					
	8	3 038 777		2 797 363	228 655	3 010 665
PASSIFS						
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9					
Emprunts temporaires (note 9)	10	70 157				
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	268 888		275 953	33 143	293 743
Revenus reportés (note 11)	12	145 975		173 445	40 421	213 866
Dette à long terme (note 12)	13	4 551 330		4 316 887	206 841	4 523 728
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14					
Autres passifs (note 14)	15				227 305	227 305
	16	5 036 350		4 766 285	507 710	5 258 642
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(1 997 573)		(1 968 922)	(279 055)	(2 247 977)
ACTIFS NON FINANCIERS						
Immobilisations corporelles (note 15)	18	10 807 357		10 520 690	567 993	11 088 683
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	128 220		118 346		118 346
Stocks de fournitures	20	3 814		33 814	2 889	36 703
Actifs incorporels achetés (note 17)	21					
Autres actifs non financiers (note 18)	22	6 198		17 112	1 938	19 050
	23	10 945 589		10 689 962	572 820	11 262 782
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	11 763		(132 244)	49 119	(83 125)
Excédent de fonctionnement affecté	25	19 405		19 405	14 062	33 467
Réserves financières et fonds réservés	26	585 038		672 619	14 317	686 936
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	) (		) (	145 208) (	145 208)
Financement des investissements en cours	28			(26 601)	610	(25 991)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	8 331 810		8 187 861	360 865	8 548 726
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30					
	31	8 948 016		8 721 040	293 765	9 014 805
Obligations contractuelles (note 19)						
Droits contractuels (note 20)						
Passifs éventuels (note 21)						
Actifs éventuels (note 22)						

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	726 230	666 225	700 061	704 646
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	186 730	111 609	119 426	127 582
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				187
Autres biens et services	8	1 252 485	1 318 651	1 535 260	1 397 568
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	119 500	123 423	123 423	71 137
D'autres organismes municipaux	10			5 311	4 793
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11		23 561	23 561	31 705
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	2 000	100	221	25 863
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	263 075	277 456	93 223	77 971
Transferts	15				
Autres	16				
Autres					
Transferts	17				23 101
Autres	18	4 700	2 000	2 000	
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19		514 647	554 143	529 614
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Charge d'actualisation	21.1			5 305	5 035
	22	2 554 720	3 037 672	3 161 934	2 999 202

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	(83 125)	61 316
Excédent de fonctionnement affecté	2	33 467	19 405
Réserves financières et fonds réservés	3	686 936	596 843
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(145 208)	(158 423)
Financement des investissements en cours	5	(25 991)	458
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	8 548 726	8 716 888
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	9 014 805	9 236 487
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	(132 244)	11 763
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	49 119	49 553
	11	(83 125)	61 316
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Égoûts	12.1	19 405	19 405
	13	19 405	19 405
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ RIDT	14.1	14 062	
	15	14 062	
	16	33 467	19 405

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Véhicules de travaux publics	17.1	301 207	249 938
	18	301 207	249 938
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21		
Organismes contrôlés et partenariats	22	13 052	10 540
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23		
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25	356 412	335 100
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	15 000	
Autres			
▪ RIDT	30.1	1 265	1 265
	31	385 729	346 905
	32	686 936	596 843

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 (	)(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 (	)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 (	)(
Autres	37 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 (	)(
	39 (	)(
Assainissement des sites contaminés	40 (	)(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 (	145 208)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 (	)(
Autres		
▪	43.1 (	)(
	44 (	145 208)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	46 (	)(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	48 (	)(
Autres		
▪	49.1 (	)(
	50 (	)(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 (	)(
Mesure relative à la COVID-19	52 (	)(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 (	)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 (	)(
Autres		
▪	55.1 (	)(
	56 (	)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	
	63 (	145 208)(
		158 423)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64		458
Investissements à financer	65 (	25 991)(	)
	66	(25 991)	458
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	11 088 683	11 393 527
Propriétés destinées à la revente	68	118 346	128 220
Prêts	69		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71		
	72	11 207 029	11 521 747
Ajustements aux éléments d'actif	73		
	74	11 207 029	11 521 747
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	75 (	4 523 728)(	4 751 903)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (	29 829)(	9 003)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	1 838 254	1 956 047
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79	57 000	
	80 (	2 658 303)(	2 804 859)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 (	)	)
	82 (	2 658 303)(	2 804 859)
	83	8 548 726	8 716 888

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

S.O.

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 (	)(
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	)(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 (	)(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	)(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	)(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 (	)(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	)(
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
▪	29.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	
Rendement espéré des actifs	32 (	)(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	
Charge de l'exercice	34	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (	)(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

S.O.

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 () ()	
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 () ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 () ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 () ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 () ()	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 _____

Description des régimes et autres renseignements

S.O.

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements

Les employés de la municipalité participent à un régime à cotisations déterminées qui prévoit le versement de prestations basées sur les cotisations salariales et patronales accumulées avec intérêts en fonction du rendement de la caisse de retraite. La municipalité n'a aucune obligation relative au régime autre que de verser sa cotisation annuelle. La dépense de la municipalité correspond au salaire brut versé aux employés à raison de 3 % pour le directeur général, à 4 % pour le directeur général adjoint et à 2 % pour les employés.

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	10 648	8 352
Autres régimes	115		
	116	10 648	8 352

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	

Description du régime

S.O.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121		

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023	
TAXES					
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	1 161 635	503 406	503 406	248 827
Taxes spéciales					
Service de la dette	2		541 472	541 472	682 676
Activités de fonctionnement	3		69 091	69 091	69 875
Activités d'investissement	4				
Réserve financière pour le service de l'eau	5				
Réserve financière pour le service de la voirie	6		51 269	51 269	101 671
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	7				
Activités de fonctionnement	8				
Activités d'investissement	9				
Autres	10				
	11	1 161 635	1 165 238	1 165 238	1 103 049
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	12				
Égout	13	59 565	65 968	65 968	63 750
Traitement des eaux usées	14				
Matières résiduelles	15	188 580	188 625	188 625	165 418
Autres					
▪ Fosses septiques	16.1	32 665	33 490	33 490	34 488
Centres d'urgence 9-1-1	17		7 989	7 989	6 780
Service de la dette	18				
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21				
	22	280 810	296 072	296 072	270 436
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	280 810	296 072	296 072	270 436
	27	1 442 445	1 461 310	1 461 310	1 373 485

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	24 098	35 444	15 540
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30	17 815	17 815	17 815
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	39 994	40 432	36 873
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	22 320	22 564	20 578
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	104 227	116 255	90 806
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	104 227	116 255	90 806

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47	10 622	10 622	11 157
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50	214 995	105 415	46 556
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	415 595	281 113	385 905
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61		5 745	7 026
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63			
Réseau de distribution de l'eau potable	64			
Traitement des eaux usées	65			
Réseaux d'égout	66			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68		424	
Tri et conditionnement	69			
Autres	70	11 880		
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78	7 875	7 875	
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			(51)
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	42 845	28 441	35 637
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	600	600	
Autres	85			
Réseau d'électricité	86			
	87	685 315	434 066	440 235
				486 230

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2024	2024	2024	2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			13 618
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92	14 910	14 910	
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94			349 108
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104			
Réseau de distribution de l'eau potable	105			
Traitement des eaux usées	106			
Réseaux d'égout	107			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			1 010
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124	62 191	62 191	42 681
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126			
Réseau d'électricité	127			
	128	77 101	77 101	406 417

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130	233 945	234 009	234 009
Neutralité	131			209 155
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			12 746
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133			13 468
Fonds de développement des territoires	134			62 545
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			56 707
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	67 870	67 870	67 870
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			21 684
Autres	138		6 685	6 685
	139	301 815	308 564	383 855
TOTAL DES TRANSFERTS	140	987 130	819 731	901 191
				1 193 661

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147			35 903
Sécurité civile	148			
Autres	149	35 000		
	150	35 000		35 903
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168		7 072	
	169		7 072	

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179	1 000	896	896
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182	1 000	896	896
Réseau d'électricité	183			
	184	36 000	896	7 968
				35 903

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefte et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	1 700	7 029	677
	188	1 700	7 029	677
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191			5 505
Sécurité civile	192			
Autres	193	6 000	6 966	6 966
	194	6 000	6 966	5 505
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195	80 663	101 401	98 824
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201		2 104	1 664
Autres	202			
	203	80 663	101 401	103 505
100 488				
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205			
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207	450		
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208			
Matières recyclables	209			
Autres	210	900	992	1 130
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213		22 551	31 046
	214	1 350	992	32 176

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220	500	205	205
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223			
	224	500	205	205
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	88 920	100 494	100 494
Activités culturelles				
Bibliothèques	226			
Autres	227	12 040	10 713	10 713
	228	100 960	111 207	111 207
Réseau d'électricité	229			
	230	191 173	227 800	252 455
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	227 173	228 696	260 423
				330 815

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	232	16 000	9 891	9 891	9 753
Droits de mutation immobilière	233	25 000	33 372	33 372	23 182
Droits sur les carrières et sablières	234	43 625			
Autres	235				
	236	84 625	43 263	43 263	32 935
AMENDES ET PÉNALITÉS	237	2 000			1 193
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	238			2 242	1 748
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	239	26 460	23 557	24 720	25 550
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240				
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			(81)	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242	20 000	32 563	32 563	25 000
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243				
Contributions des promoteurs	244		8 000	8 000	18 460
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245				
Contributions des organismes municipaux	246				
Autres contributions	247				
Redevances réglementaires	248				
Autres	249	68 860	77 319	90 366	75 341
	250	88 860	117 882	130 848	118 801
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	251				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	52 705	51 876		51 876	52 453	65 574
Greffé et application de la loi	2	1 675	1 473		1 473	1 473	1 419
Gestion financière et administrative	3	345 030	323 960	14 958	338 918	366 803	327 811
Évaluation	4	36 300	40 911		40 911	40 911	20 313
Gestion du personnel	5						
Autres							
▪ Autres	6.1	41 495	26 265		26 265	26 265	18 770
	7	477 205	444 485	14 958	459 443	487 905	433 887
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	76 895	76 671		76 671	76 671	69 641
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9						
Autres	10	148 545	188 627	143 986	332 613	332 613	314 473
Sécurité civile	11	710	2 162		2 162	2 162	812
Autres	12						
	13	226 150	267 460	143 986	411 446	411 446	384 926
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	764 665	739 018	113 342	852 360	852 360	854 102
Enlèvement de la neige	15	250 575	202 719	98 351	301 070	301 070	297 915
Éclairage des rues	16	10 600	12 896		12 896	12 896	8 410
Circulation et stationnement	17	27 150	26 524		26 524	26 524	
Transport collectif							
Transport en commun	18						
Transport aérien	19						
Transport par eau	20					10 400	10 399
Autres	21	4 710	4 709		4 709	4 709	3 752
	22	1 057 700	985 866	211 693	1 197 559	1 207 959	1 174 578

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23					
Réseau de distribution de l'eau potable	24					
Traitement des eaux usées	25	54 300	50 278	51 684	101 962	100 949
Réseaux d'égout	26	35 000	28 800	11 823	40 623	16 913
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	43 850	44 801	267	45 068	38 294
Élimination	28	66 145	65 943		65 943	67 611
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	43 915	53 591		53 591	44 348
Tri et conditionnement	30	7 310	7 306		7 306	26 581
Matières organiques						
Collecte et transport	31	12 595	12 591		12 591	11 398
Traitement	32					1 705
Matériaux secs	33					60 221
Autres	34					
Plan de gestion	35	13 635				6 288
Autres	36	300	157		157	157
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					31 677
	40	277 050	263 467	63 774	327 241	407 209
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41	11 100	7 438		7 438	7 438
Autres	42					13 005
Sécurité du revenu	43					
Autres	44		168		168	168
	45	11 100	7 606		7 606	7 606
						13 005

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024			Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	46	47 320	67 607	5 980	73 587	71 122
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	47					
Autres biens	48					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	49	9 560	9 555		9 555	20 820
Tourisme	50	6 000	3 492		3 492	3 330
Autres	51					
Autres	52					
	53	62 880	80 654	5 980	86 634	95 272
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	54	119 860	108 696	12 316	121 012	91 472
Patinoires intérieures et extérieures	55	35 350	4 500	15 104	19 604	22 791
Piscines, plages et ports de plaisance	56	107 760	157 704	3 727	161 431	140 130
Parcs et terrains de jeux	57	41 260	38 523	40 576	79 099	61 897
Parcs régionaux	58					
Expositions et foires	59					
Autres	60	2 600	2 526		2 526	35 211
	61	306 830	311 949	71 723	383 672	351 501
Activités culturelles						
Centres communautaires	62					
Bibliothèques	63	13 015	15 700		15 700	12 363
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	64					
Autres ressources du patrimoine	65					
Autres	66	1 290	1 287		1 287	1 290
	67	14 305	16 987		16 987	13 653
	68	321 135	328 936	71 723	400 659	365 154

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	119 500	127 392		127 392	132 471	94 663
Autres frais	71		19 592		19 592	19 824	12 972
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72						
Autres	73	2 000	100		100	221	25 863
	74	121 500	147 084		147 084	152 516	133 498
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76		512 114 (	512 114)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6			351 250
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			10 019
Autres infrastructures	11	106 669	106 669	13 946
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		3 760	366 721
Ameublement et équipement de bureau	18			
Machinerie, outillage et équipement divers	19	118 777	138 951	82 339
Terrains	20			
Autres	21			
	22	225 446	249 380	824 275

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
Infrastructures autres que pour nouveau développement					
	Conduites d'eau potable	1			
	Usines de traitement de l'eau potable	2			
	Usines et bassins d'épuration	3			
	Conduites d'égout	4			
	Autres infrastructures	5	106 669	106 669	375 215
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)					
	Conduites d'eau potable	6			
	Usines de traitement de l'eau potable	7			
	Usines et bassins d'épuration	8			
	Conduites d'égout	9			
	Autres infrastructures	10			
	Autres immobilisations corporelles	11	118 777	142 711	449 060
		12	225 446	249 380	824 275

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	2 804 859	3 055 438	3 144 994	2 715 303
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	2 804 859	3 055 438	3 144 994	2 715 303
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 956 047		117 793	1 838 254
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	1 956 047		117 793	1 838 254
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	1 956 047		117 793	1 838 254
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	1 956 047		117 793	1 838 254
	19	4 760 906	3 055 438	3 262 787	4 553 557
Dette en cours de refinancement	20 (	)		(	)
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	4 760 906	3 055 438	3 262 787	4 553 557

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ

AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	4 346 429
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	25 991
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	1 838 254
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	2 534 166
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	207 128
Endettement net à long terme	14	2 741 294
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	2 741 294
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	2 741 294
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Administration générale				
Greffé et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	22 115	8 527	7 778
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	5 140	5 135	5 148
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10	4 710	4 709	3 752
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	171 615	184 233	
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17	165	161	161
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	44 170	57 734	51 270
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	9 560	9 555	2 915
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	4 310	4 591	4 131
Activités culturelles	23	1 290	2 811	2 816
Réseau d'électricité	24			
	25	263 075	277 456	93 223
				77 971

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	225 446	808 840
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	225 446	808 840

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	3,00	35,00	3 591,00	*****	*****	*****
Professionnels	2						
Cols blancs	3	1,00	30,00	636,00	*****	*****	*****
Cols bleus	4	23,00	40,00	16 508,00	*****	*****	*****
Policiers	5						
Pompiers	6	24,00	1,00	2 132,00	*****	*****	*****
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	51,00		22 867,00	*****	*****	*****
Élus	9	7,00			42 008	2 495	44 503
	10	58,00			*****	*****	*****

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	717 108	77 101		25 522	819 731
	7	717 108	77 101		25 522	819 731

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	92	23 514
	4	92	23 514
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	104 418	77 183
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	104 418	77 183
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	40 841	21 817
Enlèvement de la neige	12	1 733	2 372
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	42 574	24 189
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17		
Réseau de distribution de l'eau potable	18		
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27		
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38		2 963
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41		2 963
Réseau d'électricité			
	42		
	43	147 084	127 849

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Mélissa Lord	1.1	Maire	9 472	4 736		
Frédéric Beaulieu	1.2	Conseiller	3 157	1 579		
Patrick Beaulieu	1.3	Conseiller	3 157	1 579		
Roberto Pelletier	1.4	Conseiller	3 157	1 579		
Normand Lizotte	1.5	Conseiller	3 157	1 579		
Richard Bossé	1.6	Conseiller	3 157	1 579		
Johanny Morneau-Briand	1.7	Conseiller	3 157	1 579		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 _____ \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 3 _____ 34 828 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4 ☐ ☒

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus 7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges 11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs 14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 16 _____ \$

Ligne 19 : Créiteurs et charges à payer 17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme 19 _____ \$

Ligne 24 : Libres 20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts 21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts 22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés 23 _____ \$

Solde cumulatif au début de l'exercice 24 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice 25 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	_____	\$
Ligne 24 : Libres	41	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	_____	\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44 ☐ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

45 _____ \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46 ☐ ☐

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

47 _____ \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48 ☐ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

49 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

50 ☐ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

51 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ 265 530 \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ 89 000 \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 _____ 275 764 \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 _____ \$
 - Systèmes de drainage 76 _____ \$
 - Abords de routes 77 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ 275 764 \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ 364 764 \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 82 _____

b) Date d'adoption de la résolution 83 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84 ☐ ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution 85 _____

b) Date d'adoption de la résolution 86 _____

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 87 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) 89 _____

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) 90 _____

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) 91 _____

f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) 92 _____

g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) 93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) 94 _____

i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 95 _____

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 96 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

☐☐

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☒☐

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2 ☐☒

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3 ☒☐

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4 ☐☒

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5 ☐☒

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6 ☐☒

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7 ☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8 ☐☐

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☐ J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☐ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☐ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : _____

Nom du signataire : _____

Fonction du signataire : _____

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2025-07-08 12:15

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	2 636 955	2 962 920	2 725 593	345 129	2 855 151
Investissement	2	409 407		85 101		85 101
	3	3 046 362	2 962 920	2 810 694	345 129	2 940 252
Charges	4	2 855 765	2 554 720	3 037 672	339 833	3 161 934
Excédent (déficit) lié aux activités	5	190 597	408 200	(226 978)	5 296	(221 682)
Moins : revenus d'investissement	6 (	409 407)(	) (	85 101)(	) (	85 101)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(218 810)	408 200	(312 079)	5 296	(306 783)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	484 218		512 114	42 029	554 143
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			57 000		57 000
Remboursement de la dette à long terme	10 (	224 140)(	408 200)(	272 591)(	17 403)(	289 994)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	40 000)(	) (	15 056)(	1 105)(	16 161)
Excédent (déficit) accumulé	12	(101 671)		(123 269)	(15 680)	(138 949)
Autres éléments de conciliation	13	8 592		9 874	81	9 955
	14	126 999	(408 200)	168 072	7 922	175 994
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	(91 811)		(144 007)	13 218	(130 789)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.
Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024	2023
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	114 021	171 209	263 512
Débiteurs	2	2 924 756	2 626 154	2 684 212
Prêts	3			
Placements de portefeuille	4			62 941
Autres	5			61 559
	6	3 038 777	2 797 363	3 010 665
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7			
Emprunts temporaires	8	70 157		70 157
Créditeurs et charges à payer	9	268 888	275 953	293 743
Revenus reportés	10	145 975	173 445	213 866
Dette à long terme	11	4 551 330	4 316 887	4 523 728
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12			
Autres	13			227 305
	14	5 036 350	4 766 285	5 258 642
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(1 997 573)	(1 968 922)	(2 247 977)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	16	10 807 357	10 520 690	11 088 683
Autres	17	138 232	169 272	174 099
	18	10 945 589	10 689 962	11 262 782
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	11 763	(132 244)	(83 125)
Excédent de fonctionnement affecté	20	19 405	19 405	33 467
Réserves financières et fonds réservés	21	585 038	672 619	686 936
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22 (	)	)	145 208)
Financement des investissements en cours	23		(26 601)	(25 991)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	8 331 810	8 187 861	8 548 726
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			
	26	8 948 016	8 721 040	9 014 805

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Égoûts	1.1	19 405	19 405
	2	19 405	19 405
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	14 062	
	4	33 467	19 405
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Véhicules de travaux publics	5.1	301 207	249 938
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7		
Organismes contrôlés et partenariats	8	13 052	10 540
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9	356 412	335 100
Organismes contrôlés et partenariats	10		
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	15 000	
Autres			
▪ RIDT	14.1	1 265	1 265
	15	686 936	596 843
	16	720 403	616 248

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.
Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME

AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	2 534 166
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	2 741 294
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25</i>		

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE

AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	2 715 303	2 804 859
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	1 838 254	1 956 047
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	4 553 557	4 760 906

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	1 373 485	1 442 445	1 461 310	1 461 310
Compensations tenant lieu de taxes	13	90 806	104 227	116 255	116 255
Quotes-parts	14				
Transferts	15	710 094	987 130	742 630	824 090
Services rendus	16	298 105	227 173	228 696	260 423
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	34 128	86 625	43 263	45 505
Autres	18	130 337	115 320	133 439	147 568
	19	2 636 955	2 962 920	2 725 593	2 855 151
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	405 407		77 101	77 101
Autres	23	4 000		8 000	8 000
	24	409 407		85 101	85 101
	25	3 046 362	2 962 920	2 810 694	2 940 252

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
Administration générale	1	477 205	444 485	14 958	459 443	487 905	433 887
Sécurité publique							
Police	2	76 895	76 671		76 671	76 671	69 641
Sécurité incendie	3	148 545	188 627	143 986	332 613	332 613	314 473
Autres	4	710	2 162		2 162	2 162	812
Transport							
Réseau routier	5	1 052 990	981 157	211 693	1 192 850	1 192 850	1 160 427
Transport collectif	6					10 400	10 399
Autres	7	4 710	4 709		4 709	4 709	3 752
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	89 300	79 078	63 507	142 585	118 875	114 022
Matières résiduelles	9	187 750	184 389	267	184 656	256 657	251 095
Autres	10					31 677	33 765
Santé et bien-être	11	11 100	7 606		7 606	7 606	13 005
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	47 320	67 607	5 980	73 587	73 587	71 122
Promotion et développement économique	13	15 560	13 047		13 047	13 047	24 150
Autres	14						
Loisirs et culture	15	321 135	328 936	71 723	400 659	400 659	365 154
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	121 500	147 084		147 084	152 516	133 498
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	2 554 720	2 525 558	512 114	3 037 672	3 161 934	2 999 202
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		512 114 (	512 114)			
	21	2 554 720	3 037 672		3 037 672	3 161 934	2 999 202

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	409 407	85 101		85 101
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	808 840)(	225 446)(	23 934)(	249 380)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	40 000)(	)(	)(	)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	366 424	120 000	23 439	143 439
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	40 000	15 056	1 105	16 161
Excédent accumulé	6	33 446			
	7	(408 970)	(90 390)	610	(89 780)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	437	(5 289)	610	(4 679)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14